

REPUBLIQUE DU TCHAD

Unité - Travail – Progrès



DIALOGUE NATIONAL INCLUSIF ET SOUVERAIN (DNIS)

Le Calendrier de la Transition

Octobre 2022

N°	ACTIONS PRIORITAIRES	Chronogramme semestriel					Commentaire
		1	2	3	4	Au-delà	
	AXE 1 : DEFENSE, SECURITE, PAIX, COHESION SOCIALE ET RECONCILIATION NATIONALE						
	AU TITRE DES FORCES DE DEFENSE ET DE SECURITE						
1	Mettre en place les organes de mise en œuvre et de suivi et évaluation du programme DDR prévus par l'Accord de Doha	X					
2	Accélérer le processus de réforme de l'armée tchadienne en vue d'en faire à terme, une armée véritablement nationale et républicaine, prenant en compte l'aspect genre conformément à la résolution 1325 du Conseil de Sécurité et autres engagements internationaux et régionaux du Tchad	X	X				
3	Corriger les dysfonctionnements observés au sein des différentes composantes des FDS dans la chaîne de commandement et dans le recrutement des effectifs à opérer dans le respect des diversités sociologiques nationales	X	X				
4	Contenir la pléthore des effectifs et faire respecter le tableau de péréquation des grades en lien aux effectifs	X	X				
5	Améliorer le programme de déminage et celui des engins explosifs, et prendre en compte le dédommagement des victimes			X	X	X	
6	Créer les conditions pour le retour des déplacés internes dans leurs terroirs (cas des zones affectées par le phénomène de Boko haram)	X	X	X	X	X	

	AU TITRE DE LA RECONCILIATION NATIONALE						
1	Enclencher le processus de création d'une Commission Vérité-Pardon-Réparation-Réconciliation	X	X	X	X	X	
2	Exécuter de manière effective la disposition de l'Accord de Doha relative à la restitution des biens des signataires dudit Accord	X	X	X	X	X	
3	Engager le processus de mise en place d'une Commission d'enquête chargée d'élucider les cas de disparitions de personnes et des crimes politique	X	X				
4	Exécuter les décisions judiciaires relatives à l'indemnisation des victimes du régime HABRE	X	X				
5	Examiner des modalités de rapatriement de la dépouille de l'ancien Président Hissein HABRE	X	X				
	AU TITRE DE LA PAIX ET DE LA COHESION SOCIALE						
1	Faire la répartition juste et équitable des ressources nationales	X	X	X	X	X	
2	Impliquer massivement les artistes, les leaders religieux, les hommes des médias, les ONGs nationales et associations et les leaders d'opinion dans le processus de transformation sociale	X	X	X	X	X	
3	Susciter et renforcer le sentiment national à travers des initiatives éducatives, sociales et culturelles pour cultiver le patriotisme et valoriser le patrimoine culturel national	X	X	X	X		
4	Susciter et organiser régulièrement de grandes rencontres de brassage entre les jeunes	X	X	X	X		

5	Développer le sport de masse pour renforcer la cohésion sociale et vulgariser les valeurs et attitudes de non –violence	X	X	X	X		
6	Lutter efficacement contre le discours de la haine, l’apologie de la violence et le repli identitaire véhiculés à travers les réseaux sociaux	X	X	X	X	X	
7	Former des médiateurs sociaux à tous les niveaux des unités administratives pour faciliter la résolution des conflits communautaires	X	X	X	X	X	
8	Créer et renforcer les mécanismes de prévention et de gestion des conflits communautaires	X	X	X	X	X	
9	Lutter sans relâche contre les phénomènes d’enlèvement de personnes contre rançons et le trafic d’enfants	X	X	X	X	X	
10	Réaffirmer la souveraineté du Tchad face aux ingérences extérieures	X	X	X	X	X	
	AXE 2 : RETOUR A L’ORDRE CONSTITUTIONNEL						
	DES PREALABLES						
1	Réviser, adopter et promulguer la Charte de Transition	X					
2	Mettre en place des organes de Transition	X					
	AU TIRE DE LA TRANSITION						
1	Elaborer, adopter par voie référendaire et promulguer la nouvelle Constitution (le « OUI » emportant la forme décentralisée et le « NON » la forme fédérale)	X	X				

2	Mettre en place un Cadre légal et opérationnel des élections, en particulier le Cadre de Concertation Politique (CCP) et l'Organe de Gestion des Elections (OGE)	X					
3	Elaborer, adopter et promulguer le Code Electoral	X	X				
4	Réviser le Fichier électoral	X	X				
5	Mobiliser les ressources pour financer le processus électoral				X		
6	Organiser les élections présidentielle et législatives						
	AU TITRE DE L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE						
1	Réviser la loi sur l'organisation administrative en vue d'harmoniser la délimitation des unités administratives ;	X	X	X	X	X	
2	Renforcer le cadre légal de l'organisation administrative	X	X	X	X	X	
3	Renforcer le cadre opérationnel de mise en œuvre de l'organisation administrative	X	X	X	X	X	
4	Renforcer les capacités techniques et financières des Collectivités Autonomes	X	X	X	X	X	
	AU TITRE DES GRANDES INSTITUTIONS DE LA REPUBLIQUE						
1	Réaménager et/ou restaurer les Grandes Institutions de la République conformément aux résolutions et recommandations du DNIS.	X	X				
	AU TITRE DU FONCTIONNEMENT DE LA JUSTICE						
1	Poursuivre la réforme du système judiciaire conformément aux résolutions et recommandations du DNIS	X	X	X	X	X	

2	Améliorer les conditions de travail du personnel judiciaire						
	AU TITRE DES CHEFFERIES TRADITIONNELLES						
1	Fixer un moratoire sur la création de nouvelles Chefferies Traditionnelles	X					
2	Renforcer le cadre légal et opérationnel des Chefferies Traditionnelles	X	X	X	X	X	
	AU TITRE DES PARTIS POLITIQUES						
1	Réviser le cadre légal régissant les Partis Politiques	X	X	X			
	AXE 3 : GOUVERNANCE ET ÉTAT DE DROIT						
	GOUVERNANCE						
	Au titre de la Gouvernance politique et institutionnelle						
1	Restaurer l'autorité et le prestige de l'État	X	X	X	X		
2	Respecter les critères de compétences, d'inclusivité, de probité pour les nominations aux postes de responsabilité	X	X	X	X		
3	Concevoir et mettre en œuvre des politiques nationales réellement alignées sur les priorités nationales et provinciales	X	X	X	X		
4	Mettre en œuvre les dispositifs pour assurer la permanence du fonctionnement de l'État sur toute l'étendue du territoire et en toute circonstance	X	X	X	X		
5	Faire appliquer les dispositions du Code des marchés publics pour tous les achats/commandes publics	X	X	X	X		
6	Améliorer les conditions de vie des tchadiens de toutes les provinces à travers une répartition juste et équitable des richesses, des infrastructures et des	X	X	X	X		

	services sociaux de base (santé, éducation, accès à l'électricité et à l'eau, routes, fonciers, etc.)						
7	Valoriser les langues nationales dans toutes leur diversité et promouvoir leur rôle en tant que véhicules de savoirs	X	X	X	X		
8	Faire des TICs un réel outil de développement et de valorisation de la diversité du pays	X	X	X	X		
9	Organiser les états généraux dans les secteurs clés, avec une priorité aux secteurs des finances publiques, de la santé et de l'éducation	X	X	X	X		
10	Appliquer les conclusions des états-généraux des secteurs de l'armée et de la justice	X	X	X	X		
11	Prendre des mesures adéquates pour instaurer une culture de la performance, de la redevabilité et de la reddition des comptes	X	X	X	X		
12	Mettre en application immédiate, les dispositions de la Loi N°018 portant code de transparence et de bonne gouvernance et de tous les autres textes découlant des directives communautaires de la CEMAC	X	X	X	X		
13	Assurer un contrôle régulier des ressources publiques et parapubliques par les organismes étatiques de contrôle (Cour des Comptes, IGF, IGE, etc.)	X	X	X	X		
14	Instituer sous le haut patronage du Premier Ministre, une Assemblée Générale annuelle des entreprises et organismes publics en vue d'évaluer leur performance	X	X	X	X		
15	Améliorer le traitement des dossiers des pensions de retraite et finaliser la mise à jour du fichier des pensionnés	X	X	X	X		
16	Ériger en Loi le décret portant création de l'Ordre National des Professionnels Comptables du Tchad (ONPCT) et les impliquer dans les audits des services et organismes publics	X	X	X	X		

17	Accélérer l'adoption et la mise en œuvre du plan d'action national de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies relative à la promotion de la participation des femmes aux mécanismes de paix et sécurité	X	X	X	X		
18	Renforcer le mécanisme de prise en charge holistique des victimes des violences faites aux femmes et leur garantir la gratuité de la procédure judiciaire	X	X	X	X		
	Au titre de la Gouvernance Economique et Sociale						
1	Améliorer le climat des affaires	X	X	X	X		
2	Améliorer l'efficacité et la crédibilité de la justice par le renforcement des capacités des tribunaux de commerce et des tribunaux de travail	X	X	X	X		
3	Assouplir les mesures fiscales pour attirer les investisseurs	X	X				
4	Faciliter l'accès équitable et plus juste des PME nationales aux marchés publics	X	X	X	X		
5	Renforcer le dispositif institutionnel et réglementaire pour l'accueil et l'orientation des investisseurs étrangers	X	X	X	X		
6	Prendre des mesures urgentes pour accroître la production énergétique et la rendre accessible aux PME/PMI	X	X	X	X		
7	Assainir les services des douanes en dégageant le personnel informel (Bogo-bogo)	X	X				
8	Finaliser le dispositif législatif et réglementaire propice aux partenariats publics-privés	X	X				
9	Opérationnaliser le Conseil Présidentiel pour l'Amélioration du Climat des Affaires et son Observatoire	X	X	X	X		
10	Prendre les mesures immédiates pour améliorer le recouvrement de l'ensemble des recettes de l'Etat,	X	X				

	assurer une gestion saine et orthodoxe des deniers publics, et éviter notamment leur déperdition à travers la modernisation et la digitalisation des régies financières et l'instauration de mécanismes plus efficaces de contrôle à la fois des ressources et des dépenses						
11	Apurer la dette intérieure	X	X	X	X		
12	Mettre en place un mécanisme contraignant portant recouvrement et rapatriement des avoirs logés à l'extérieur		X	X	X		
13	Mettre en place de manière immédiate des stratégies pour l'élaboration, l'exécution et le contrôle par les Organes concernés, des Lois de Finances basées rigoureusement sur les Budgets Programmes Pluriannuels	X	X	X	X		
14	Tirer profit des partenariats publics-privés et des financements alternatifs/innovants pour le financement de projets structurants, soutenir les objectifs de développement et l'industrialisation du pays	X	X	X	X		
	Au titre du renforcement de l'éthique, des valeurs et changement des comportements						
1	Promouvoir les valeurs de la citoyenneté et inculquer aux citoyens la valeur du travail, la rigueur dans l'effort, la droiture, l'amour de la vérité, le sens de l'honneur et de la modestie en toute circonstance	X	X	X	X		
2	Restaurer l'autorité de l'État sur toute l'étendue du territoire national, et combattre sans complaisance l'impunité	X	X	X	X		
3	Remettre l'Administration Publique au travail et lutter contre la perte générale des valeurs traditionnelles	X	X	X	X		
4	Sensibiliser les jeunes sur les méfaits de la drogue et autres stupéfiants (rendre cette action	X	X	X	X		

	obligatoire à tous les départements ministériels en appliquant rigoureusement la législation en vigueur)						
5	Lutter résolument contre les dérives de la mauvaise utilisation des réseaux sociaux	X	X	X	X		
	Au titre de la Moralisation de la vie nationale et de la lutte contre la corruption, les détournements, les prévarications et les prédatons						
1	Moraliser la vie publique et promouvoir la bonne gouvernance dans les affaires publiques, en appliquant la législation en vigueur en matière de lutte contre la corruption, la concussion, les trafics d'influence, l'enrichissement illicite et les infractions assimilées et connexes (appliquer le Plan stratégique de mise en œuvre de la lutte contre la corruption, le Code d'éthique des marchés publics et les dispositions pertinentes du Code pénal)	X	X	X	X	X	
2	Mettre en place un mécanisme d'évaluation des performances des services publics et un indice de perception de la corruption			X	X	X	
3	Réexaminer les contrats de privatisation des établissements publics et lutter contre la patrimonialisation de la fortune publique	X	X	X	X	X	
	II. ÉTAT DE DROIT						
	Des Dispositions Générales						
1	Consacrer dans la nouvelle constitution les dispositions relatives aux droits, libertés et devoirs des citoyens et de l'État	X	X				
2	Élaborer, adopter et promulguer une loi portant Charte des Droits et Libertés liées à la Personne	X	X	X			
3	Élaborer et adopter la Loi portant Charte de la démocratie et de la participation citoyenne au	X	X	X	X		

	Tchad (qui est de nature à renforcer l'Etat de droit et la démocratie au niveau national)						
	Au titre des Droits Humains, Libertés Fondamentales et Droits de la Défense						
1	Appliquer strictement les textes portant promotion et protection des droits de l'Homme	X	X	X	X		
2	Organiser des séminaires de recyclage des Forces de Défense et de Sécurité et des Chefs des unités militaires en matière de droits de l'Homme	X	X	X	X		
3	Sanctionner sévèrement les auteurs de violations des droits de l'Homme, quels que soient leur rang social et leur appartenance pour faire renaitre la confiance au sein de la communauté	X	X	X	X		
4	Engager une réforme du Conseil Supérieur de la Magistrature en vue de renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire	X	X				
5	Cesser toute immixtion du pouvoir exécutif dans les affaires judiciaires	X	X	X	X		
6	Garantir la sécurité juridique et judiciaire aux justiciables (particuliers, investisseurs)	X	X				
7	Appliquer sans délai toutes les résolutions et recommandations des états généraux de la justice	X	X				
8	Faire exécuter les décisions judiciaires	X	X	X	X		
9	Faciliter la saisine des juridictions notamment en révisant le Code de procédure civile, commerciale et sociale pour réinstaurer la saisine par simple requête (contrairement à l'assignation par voie d'huissier)	X	X	X	X		
10	Appliquer la loi sur l'assistance juridique et judiciaire, notamment en créant dans toutes les juridictions les Bureaux d'accès au droit (pour mieux éclairer et orienter les justiciables)	X	X	X	X		
11	Améliorer les conditions de vie et de travail des magistrats et garantir leur sécurité dans l'exercice de leurs fonctions	X	X	X	X		

	Au titre des Libertés syndicales, associatives et pouvoir d'achat						
1	Réviser les lois sur les libertés publiques	X	X	X	X		
2	Garantir lors des grèves, le respect du service minimum dans les services spécifiques et sensibles tels que les établissements sanitaires, les services sociaux, et la justice	X	X	X	X		
3	Assurer le contrôle de qualité des produits destinés à la consommation	X	X	X	X		
4	Appliquer et vulgariser la Loi n°005 du 04 février 2015 sur la protection des consommateurs	X	X	X	X		
5	Assurer et suivre sur toute l'étendue du territoire, la régulation des prix des produits de première nécessité	X	X	X	X		
6	Renforcer pour plus d'efficacité, l'indépendance et la gouvernance des organes de régulation (ARSAT, ARSE, ARCEP, ADAC, ONASA)	X	X	X	X		
7	Rendre opérationnels le Conseil National de la Concurrence et le Conseil national pour la protection des Consommateurs en les dotant des moyens nécessaires à la réalisation de leur mission	X	X	X	X		
	Au titre de la Démocratie et de la Citoyenneté						
1	Intégrer les TICs dans le processus électoral	X	X				
2	Organiser des élections transparentes, libres, inclusives, crédibles et consensuelles					X	
3	Sensibiliser les couches sociales sur l'éducation familiale, morale et éthique	X	X	X	X		
4	Réviser le contenu et rendre obligatoire les cours d'instruction civique, morale et éthique dans l'enseignement primaire et secondaire	X	X	X	X		
5	Respecter la laïcité de l'État à tous les niveaux	X	X	X	X		
6	Promouvoir la culture démocratique à tous les niveaux	X	X	X	X		

7	Sensibiliser la population et les usagers sur le respect du Code de la route et la préservation des ouvrages publics	X	X	X	X		
	Au titre des libertés de la presse et rapports médias-pouvoirs publics						
1	Réviser les lois n°20, n°31 et n° 32 de 2018 portant respectivement sur le régime de la presse et médias électroniques, la communication audiovisuelle et la HAMA en vue de renforcer son indépendance notamment par l'élection du Président par ses confrères, garantir la sécurité et la protection des journalistes, la viabilité des organes de presse privé et la défiscalisation des produits et intrants des médias privés	X	X	X	X		
2	Renforcer le cadre juridique de protection des journalistes en ratifiant l'Accord de Florence et la Convention Internationale pour la Sécurité et l'Indépendance des journalistes et autres professionnels des médias et, en prévoyant un régime d'assurance tout risque pour les missions dans les zones dangereuses	X	X	X	X		
3	Appliquer de manière effective les textes qui protègent les journalistes dans l'exercice de leur profession et ce, sans discrimination aucune	X	X	X	X		
4	Garantir à tous les citoyens l'accès permanent à l'internet et éviter les coupures qui portent atteinte à la liberté d'expression	X	X	X	X		
5	Rendre plus opérationnelle l'Agence Tchadienne de Presse et d'Édition (ATPE)	X					
6	Garantir les sources et l'accès aux informations à tous les médias, sans discrimination	X	X	X	X		
7	Sensibiliser les Forces de Défense et de Sécurité à la connaissance et au respect de l'exercice du métier de journaliste	X	X	X	X		

8	Élaborer des textes pouvant permettre l'encadrement et la promotion des nouveaux médias (en ligne)	X	X	X	X		
	Au titre des Traitements inhumains et dégradants, tortures, détentions arbitraires, disparitions forcées						
1	Recenser et indemniser les victimes de tortures, traitements cruels, inhumains ou dégradants et leurs ayants-droits	X	X	X	X		
2	Appliquer effectivement la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	X	X	X	X		
3	Organiser des séminaires de recyclage à l'attention des services de renseignements (Renseignements Généraux et Agence Nationale de Sécurité) sur les droits humains	X	X	X	X		
	Au titre des personnes vivant avec un handicap						
1	Appliquer effectivement les textes (conventions, lois et décrets d'application) portant protection des droits des personnes vivant avec un handicap	X	X	X	X		
2	Créer un centre de traduction des textes en braille au profit des déficients visuels et des centres de formations spécialisés pour les déficients auditifs et visuels	X	X	X	X		
	Au titre de la protection de l'enfant						
1	Appliquer strictement les textes relatifs à la protection et promotion des droits de l'enfant notamment la Convention relative aux droits de l'Enfant, les lois et ordonnances subséquentes	X	X	X	X		

	Au titre de la promotion et la protection des droits de la femme (lutte contre les violences faites aux femmes et la violence basée sur le genre)						
1	Accélérer l'adoption et la mise en œuvre du plan d'action national de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies relative à la promotion de la participation des femmes aux mécanismes de paix et sécurité	X	X	X	X		
2	Renforcer le mécanisme de prise en charge holistique des victimes des violences faites aux femmes et leur garantir la gratuité de la procédure judiciaire	X	X	X	X		
	Au titre de la Sécurité Sociale et des institutions de la prévoyance sociale						
1	Rendre effective la prime de départ à la retraite et instituer une prime au profit des personnalités non-fonctionnaires ayant occupé des hautes fonctions de l'État au terme de leurs missions	X	X	X	X		
2	Sanctuariser les avoirs des organismes de prévoyance sociale pour éviter leurs détournements	X	X	X	X		
	AXE 4 : RELANCE DE L'ECONOMIE ET AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE DE LA POPULATION						
	AU TITRE DE LA RELANCE DE L'ECONOMIE						
	Au titre de la diversification de l'économie, de l'industrialisation du pays et la promotion de l'emploi						
1	Mettre en œuvre les recommandations du Plan Directeur d'Industrialisation et de la Diversification Économique (PDIDE)	X	X	X	X		

2	Tirer profit des partenariats publics-privés et des financements alternatifs/innovants pour le financement de projets structurants, soutenir les objectifs de développement et l'industrialisation du pays	X	X	X	X		
3	Renforcer les capacités des structures privées nationales (entreprises, ONGs, associations, etc.) en vue de mobiliser les ressources dans le cadre du financement des projets de développement	X	X	X	X		
4	Créer et rendre opérationnel un dispositif de pilotage et de suivi du secteur rural afin d'initier des programmes et projets en tenant compte des potentialités humaines locales en vue de contenir l'exode rural (une province- un projet)	X	X	X	X		
5	Actualiser la Lettre de politique sectorielle de développement rural du Tchad afin de dégager une synergie actionnelle	X	X	X	X		
6	Promouvoir les initiatives dans toutes les provinces visant à réduire la forte dépendance économique du pays vis-à-vis de l'extérieur, en soutenant le développement des filières porteuses agro-sylvo-pastorale et halieutique, à travers la promotion des Pôles Agricoles (riz, blé, céréales, oléagineux et dattes) et la structuration des Zones Économiques Spéciales (ZES)	X	X	X	X		
7	Promouvoir les abattoirs modernes en vue de structurer la filière bétail-viande pour la transformation et l'exportation des produits et produits dérivés de l'élevage labélisés « Made in Chad »	X	X	X	X		
8	Assainir le climat des affaires en vue d'attirer les investisseurs étrangers, d'accélérer la diversification de l'économie nationale et développer un tissu industriel national et à petite échelle pour la transformation des potentialités importantes du pays	X	X	X	X		

9	Promouvoir la coentreprise et les joint-ventures dans une perspective d'expansion sous régionale ou internationale des entreprises nationales	X	X	X	X		
10	Mettre à jour les données cartographiques sur le potentiel géologique et minier du Tchad	X	X	X	X		
11	Valoriser les ressources minières, avec pour priorité une meilleure organisation de la filière aurifère	X	X	X	X		
12	Mettre en place une politique fiscale incitative propice au développement de l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes et à l'attrait des investisseurs étrangers, ainsi que des compagnies aériennes (réduction des redevances et taxes aéroportuaires et taxes sur les billets d'avion)	X	X	X	X		
13	Favoriser le développement d'incubateurs dans toutes les grandes villes du Tchad	X	X	X	X		
	Au titre du financement de l'économie						
1	Redynamiser la Banque Agricole et Commerciale du Tchad et faciliter l'octroi des crédits agricoles par les établissements de crédit	X	X	X	X		
2	Renforcer les capacités et les ressources financières de la Banque de l'Habitat	X	X	X	X		
3	Élaborer un mécanisme de mobilisation de ressources pour financer le développement rural	X	X	X	X		
4	Encourager l'utilisation des moyens de paiements électroniques et favoriser l'inclusion financière	X	X	X	X		
5	Redynamiser la Poste, développer les Centres des Chèques Postaux (CCP) et accélérer leur transformation en une Banque Postale	X	X	X	X		
6	Encourager le développement de la finance islamique et renforcer les capacités des établissements de microfinance	X	X	X	X		
7	Améliorer la qualité de l'intermédiation financière et faciliter l'accès au crédit bancaire (en particulier des PME)	X	X	X	X		

	Au titre des infrastructures durables						
1	Remettre en état les principaux axes routiers dégradés (Routes Nationales Bitumées, Pistes rurales, Voiries urbaines, Routes Nationales en Terre, etc.) et veiller à leur entretien	X	X	X	X		
2	Restructurer et réhabiliter les routes de la capitale N'Djamena et permettre sa connexion permanente avec les villes des provinces	X	X	X	X		
3	Restructurer et ouvrir les voies de desserte dans les autres grandes agglomérations	X	X	X	X		
4	Défiscaliser les matériaux de construction importés dans le cadre de la construction de logements sociaux	X	X	X	X		
5	Confier la gestion, la viabilisation et la production de terrains urbains à la Société de Promotion Foncière et Immobilière (SOPROFIM)	X	X	X	X		
6	Adopter et mettre en œuvre une véritable politique d'attribution et de commercialisation de terrains à tarifs réduits au profit des jeunes, des femmes et prenant compte les déterminants sociaux		X	X	X		
7	Elaborer et mettre en œuvre une véritable politique d'accès à la terre au profit des femmes en milieu rural		X	X	X		
8	Créer une Agence d'exécution des travaux d'intérêt public qui permettrait d'absorber une grande main-d'œuvre	X	X	X	X		
9	Créer une compagnie nationale aérienne en vue de favoriser le désenclavement intérieur et extérieur du pays	X	X	X	X		
10	Généraliser la construction des Écoles des Métiers dans toutes les provinces	X	X	X	X		
11	Poursuivre les investissements dans la construction du réseau à fibre optique en vue de réaliser le maillage du pays et unifier la gestion de l'exploitation des réseaux à fibre optique	X	X	X	X		

12	Faciliter l'interconnexion internationale-direct du Tchad pour un meilleur échange de trafic (voix, SMS, international) et une réduction des tarifs	X	X	X	X		
13	Faciliter l'interconnexion en fibre optique du Tchad avec ses pays voisins pour la création des ports d'atterrissage sec	X	X	X	X		
14	Poursuivre la construction des hôpitaux et des centres de santé, renforcer les plateaux techniques et acquérir des équipements medicotechniques et des matériels de laboratoires dans toutes les structures sanitaires	X	X	X	X		
15	Achever la construction des infrastructures sportives engagées	X	X	X	X		
16	Poursuivre la politique d'acquisition de propriétés immobilières au profit des Représentations Diplomatiques et affecter les moyens financiers conséquents pour leur entretien	X	X	X	X		
	AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE DE LA POPULATION						
	Au titre de l'accès des populations aux services publics de base et aux ressources du pays	X	X	X	X		
1	Améliorer les conditions de vie des tchadiens de toutes les provinces à travers une répartition juste et équitable des richesses, des infrastructures et des services sociaux de base (santé, éducation, accès à l'électricité et à l'eau, routes, fonciers, etc.)	X	X	X	X		
2	Utiliser et valoriser toutes les sources possibles pour assurer une fourniture d'énergie électrique et d'eau potable sur toute l'étendue du territoire, en quantité, en qualité et à moindre coût	X	X	X	X		
3	Restaurer les bourses d'études (universités, écoles et instituts supérieurs nationaux et professionnels)	X	X	X	X		
4	Soutenir et stimuler l'emploi, particulièrement en milieu jeune et en faveur des femmes dans tous les	X	X	X	X		

	secteurs et en particulier en milieu rural (public, privé, ONGs et associations)						
5	Utiliser l'approche communautaire pour développer et élargir les bénéfices du fonds du service universel à la fourniture gratuite d'internet dans certains espaces publics, aux applications TICs, à l'énergie et à la télévision	X	X	X	X		
6	Alléger les taxes et redevances sur les TICs afin de réduire le coût des prestations et rendre les services plus accessibles pour tous les citoyens	X	X	X	X		
7	Réduire les coûts, simplifier les procédures et les délais d'enregistrement des biens immobiliers	X	X	X	X		
8	Rendre opérationnelle la Couverture Santé Universelle (CSU)						
9	Redynamiser les dispositifs pour la Santé scolaire et Universitaire et y affecter un personnel compétent	X	X	X	X		
10	Améliorer la prise en charge des enfants de la rue	X	X	X	X		
11	Mettre en place un dispositif de prise en charge psychiatrique moderne	X	X	X	X		
12	Créer un cadre de prise en charge des personnes âgées	X	X	X	X		
13	Valoriser les espaces urbains à travers des aménagements durables en mettant un accent particulier sur les espaces publics et de loisirs	X	X	X	X		
14	Œuvrer pour la préservation des sites touristiques (Les Lacs d'Ounianga et Les Massifs de l'Ennedi) déjà classés au patrimoine mondial de l'humanité en mettant en œuvre les plans de gestion déjà adoptés par l'UNESCO, afin d'éviter leur déclassement	X	X	X	X		
15	Lutter contre la dégradation de l'environnement	X	X	X	X		
16	Recentrer les missions du Ministère en charge de la Fonction Publique sur la politique de l'Emploi et	X	X	X	X		

	confier la gestion administrative et des carrières à chaque département ministériel						
	Au titre de l'éducation des populations						
1	Rendre équitable l'éducation dans tous les ordres d'enseignement, en tenant compte des déterminants sociaux	X	X	X	X		
2	Former les enseignants de l'éducation préscolaire	X	X	X	X		
3	Promouvoir et développer l'enseignement scientifique	X	X	X	X		
4	Rendre plus performants et plus efficaces la gestion et la gouvernance du système éducatif par la revalorisation de la fonction de l'enseignant	X	X	X	X		
5	Généraliser les allocations de recherche aux étudiants en thèse de doctorat	X	X	X	X		
6	Mettre en place une politique nationale de recherche-développement	X	X	X	X		
7	Promouvoir l'alphabétisation et la scolarisation des enfants nomades et insulaires	X	X	X	X		
8	Promouvoir l'enseignement technique et professionnel	X	X	X	X		
9	Assurer un enseignement supérieur et une recherche scientifique de qualité	X	X	X	X		

Pour la Commission ADHOC

Le Président

Le Rapporteur

SALIBOU GARBA

Dr RAMATOU HOUNTOUIN